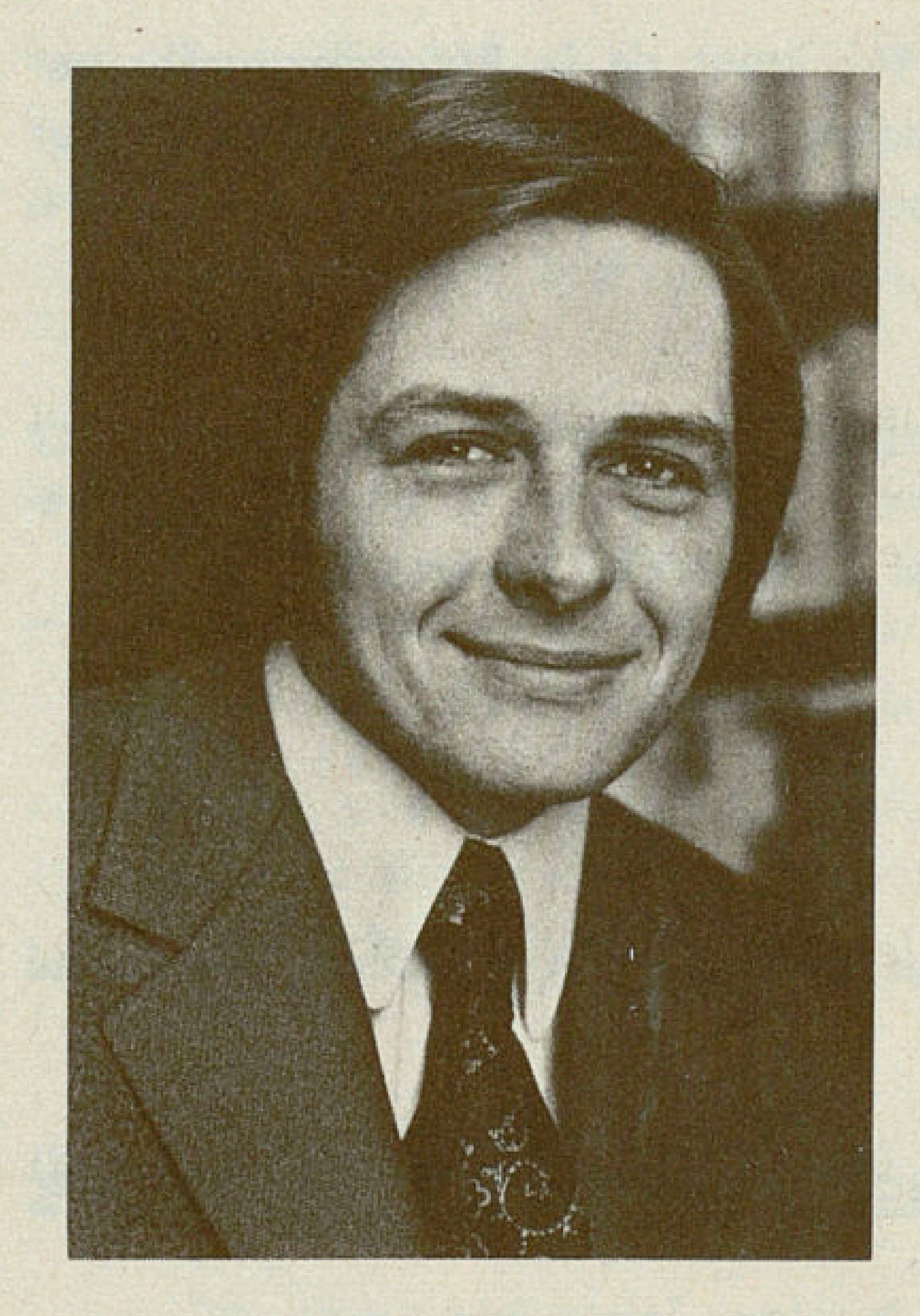


BERTRAND RENOUVIN

FRANÇAISES, FRANÇAIS,

La disparition tragique du Président Pompidou à un moment difficile pour notre pays nous place devant de redoutables échéances. Au moment où notre économie est menacée, où des centaines de milliers de travailleurs redoutent le chômage, au moment où la crise de l'énergie pèse sur notre industrie, où notre indépendance est en jeu, c'est à ce moment précis que l'Etat disparaît, qu'un vide effrayant apparaît qui nous laisse désorientés. De quoi demain sera-t-il fait ?

Le vide actuel du pouvoir précède-t-il une situation anarchique, de graves conflits qui compromettront l'avenir du pays, la sécurité et le bonheur de tous ?

CRISE DE L'ETAT

Beaucoup se désolent que le Président disparu n'ait pas désigné son successeur devant le suffrage universel. Mais cela ne s'est jamais vu dans les régimes qui se sont succédés depuis plus d'un siècle en France. Et puis, cela n'aurait pas été possible.

Seule l'autorité du Général de Gaulle ou de Georges Pompidou maintenait la cohésion de la « majorité parlementaire ». Eux disparus, cette majorité éclate en deux ou trois... Alors trois successeurs ?

Ainsi se pose la question de la solidité des institutions politiques de la France. Le Général de Gaulle avait tenté d'arracher le gouvernement de la France à l'esclavage de fragiles coalitions électorales. Il s'insurgeait avec raison contre le renversement fréquent des ministères et l'impossibilité de mener une politique suivie. C'est pour cela qu'il avait fondé la Ve République.

Ces institutions rénovées ont pu fonctionner jusqu'ici parce que le Président de la République, élu par le peuple, a trouvé au Parlement un nombre suffisant de députés pour appuyer son action en se regroupant autour de sa propre personne, plus ou moins tacitement. C'était quelque chose de nouveau dans l'histoire de notre pays. Mais ce « miracle » a peu de chance de se reproduire.

Il faut en effet que la majorité « parlementaire » coïncide avec la majorité « présidentielle », c'est-à-dire que les députés appuient la même politique que les électeurs du Président de la République. Si cet accord disparaît, de graves conflits peuvent surgir entre le Président, le Gouvernement et l'Assemblée Nationale.

La V[e] République risque donc d'affronter une crise insurmontable.

Je constate :

— l'échec d'une Constitution qui n'est pas en mesure, quelles que soient les circonstances, d'assurer la **stabilité** et la **continuité** de l'Etat ;

— la lutte sauvage des partis politiques et des groupes d'intérêts, décidés soit à conserver, soit à s'approprier le Pouvoir à leur bénéfice **exclusif.**

C'est pourquoi, il est essentiel :

— de **restaurer l'Etat** dans son indépendance et sa continuité ;

— de **libérer l'Etat** de la pression des partis et des groupes d'intérêts, afin qu'il puisse accomplir sa mission d'arbitre au service de l'intérêt général et de serviteur de la société tout entière, en s'associant le concours de toutes les compétences du pays sans acception de personnes, de partis ou d'idéologies.

DES CITOYENS, ET NON DES ADMINISTRES !

Un fait, de surcroît, frappe tous les esprits : l'Etat a acquis une dimension monstrueuse. Son administration, sa bureaucratie recouvrent tout le pays. Chaque Français est amené, après les nécessités quotidiennes, à affronter cet appareil inhumain, qui n'enregistre que des imprimés et ne connaît que des numéros.

Demain, de gigantesques ordinateurs au service d'une caste de technocrates, programmeront la vie de toute la nation et de chacun d'entre nous.

Plus que jamais, il faut jeter un cri d'alarme : nos libertés sont en péril ! L'Etat ne nous considère que comme des administrés ; nous voulons être des citoyens !

Je constate :

— que la **technocratie** envahit tout ;

— que, malgré toutes les promesses, la **régionalisation** et la décentralisation n'ont pas été sérieusement amorcées ;

— que les pouvoirs des municipalités ont progressivement diminué, tandis que leurs rapports avec l'administration centrale devenaient de plus en plus pénibles et tracassiers.

C'est pourquoi, il importe :

— que l'**Etat se limite** à ses fonctions propres, coordonne la politique de la nation ;

— mais qu'il laisse tout le reste à l'**initiative des citoyens** dans le cadre de leurs communautés vivantes.

Cela veut dire :

— que les schémas d'urbanisme, les plans d'occupation des sols, la direction des Universités, la recherche scientifique... doivent être placés sous l'autorité des municipalités et instances régionales, professionnelles, culturelles ;

— qu'un Exécutif émanant d'une Assemblée composée des forces vives de la région doit jouer un rôle fondamental ;

— que les collectivités locales doivent être dotées de ressources à la mesure de leurs responsabilités, et qu'elles doivent être aidées dans leur tâche par des administrations détachées de l'Etat ;

— qu'enfin, une représentation authentique des régions, communes, professions, instances culturelles... doit être constituée auprès de l'Etat central, afin qu'il en soit l'arbitre informé et qu'il fonde la politique française sur la réalité des peuples de France.

UNE ECONOMIE QUALITATIVE, UN ART DE VIVRE

Un projet industriel appliqué depuis douze ans a développé l'économie de manière spectaculaire. Mais ces records de croissance industrielle ne peuvent cacher les injustices dans la répartition de la richesse nationale ni les contradictions d'un système dont la récente crise de l'énergie vient de démontrer la fragilité.

Dans notre société, où le profit règne en maître, les problèmes ne manquent pas : le « travail en miettes » avec les tâches répétitives et abrutissantes, le gaspillage d'énergie et de matières premières, l'urbanisme délirant, l'échec d'une politique d'enseignement, la centralisation jacobine qui nie la réalité et la dimension culturelle des « peuples » de France... tout cela est dans la logique d'une croissance purement quantitative, indifférente aux fins de l'homme et à sa dignité.

Sa dignité ! Pensons au drame de tous les exclus, des vieillards abandonnés, des handicapés, des travailleurs immigrés exploités et parqués sans vergogne. Pensons aussi au respect de la personne humaine, bafouée avec la libéralisation de l'avortement et le massacre des innocents. Et, dans ce dernier cas, quelle peut être la responsabilité de celles qui se laissent aller au désespoir dans leurs logements trop exigus, avec leurs impossibles conditions de vie !

Je constate :

— que la technocratie entend réaliser le bonheur par une croissance purement quantitative et le seul progrès technique ;

— que le capitalisme poursuit son exploitation des plus faibles et détruit notre cadre de vie.

C'est pourquoi, il importe :

— de dominer la technique et de maîtriser la croissance, de permettre l'épanouissement d'une **société communautaire** fondée sur l'amitié ;

— **de redonner un sens de l'existence et une espérance** à notre peuple.

Enfin, il nous faut nous tourner vers la France. Notre culture, notre langage, notre art de vivre, notre sens bilité,... en un mot notre civilisation, nous les tenons d'elle.

Dans un monde menacé par les grands impérialismes économiques, laminé par le conformisme, déshumanisé par l'anonymat, la France reste notre seule chance de garder une identité, d'échapper à la robotisation générale.

Encore faut-il qu'elle vive, qu'elle conserve intactes ses chances et sa liberté ! Qu'en est-il aujourd'hui ? La France demeure-t-elle un foyer pour l'Intelligence, un espoir pour les opprimés, un recours pour les pauvres ? Est-elle en mesure de mener à bien pour elle et pour le monde un vrai projet de Civilisation ?

MENACES SUR LA NATION

Depuis 1962, la diplomatie française se bat pour créer de nouveaux rapports d'amitié et de coopération avec de nombreux pays. Or ce jeu d'une France maîtresse de son destin risque d'être remis en question.

Les pressions américaines qui s'exercent sur notre pays depuis quelques mois, rouvrent le débat sur l'indépendance de la nation.

Je constate :

— plus que jamais la France est menacée de disparaître dans une **Europe « intégrée »** qui ne sera qu'un paravent pour la tyrannie de bureaucrates déracinés et du grand capitalisme multinational ;

— plus que jamais, la France peut perdre sa personnalité dans un **atlantisme** présenté comme première étape vers les Etats-Unis d'Europe alors que l'indécision de nos partenaires, et leurs intérêts, interdisent tout espoir d'affranchissement de la tutelle américaine.

C'est pourquoi, il s'agit :

— d'**assurer à la France son indépendance** en matière économique et sur le plan militaire ;

— d'affirmer une **libre politique de coopération internationale** en particulier avec les peuples en voie de développement et les nations qui entendent préserver leur liberté face aux manœuvres de la double hégémonie soviéto-américaine.

POUR UN ETAT INDEPENDANT ET STABLE

POUR UNE SOCIETE QUALITATIVE ET COMMUNAUTAIRE

POUR UNE FRANCE MAITRESSE DE SON DESTIN

VOTEZ BERTRAND RENOUVIN

Aidez-moi, envoyez-moi vos suggestions :

Bertrand Renouvin, 50, rue Richer, 75009 Paris

Vu, le candidat.